

«Les plus belles fêtes de France» : comment le milliardaire Pierre-Édouard Stérin noyaute les fêtes traditionnelles locales

Victor Boiteau

Le milliardaire catholique a joué les mécènes de ce label associatif lancé au printemps par un de ses proches. De Stéphane Bern au célèbre guide Michelin, en passant par des élus et des associations, la démarche sème le trouble.

Cheval de Troie des idées d'extrême droite ou promotion du patrimoine local ? Depuis le début de l'été, une association promouvant « [Les plus belles fêtes de France](#) » s'invite chez les élus locaux et organisateurs de fêtes populaires. Lancé au printemps, le projet « *s'engage pour que les traditions locales se perpétuent et pour que nos territoires demeurent des lieux vivants facteurs de lien social* », peut-on lire sur le site de l'organisation. Le concept ? Soutenir financièrement des festivités locales qui en font la demande, former leurs dirigeants au mécénat, les aider juridiquement et leur délivrer un label censé gonfler leur visibilité. Le projet se veut un « *véritable catalyseur des richesses de nos territoires* », des carnivals aux foires gastronomiques, en passant par des régates, des comices agricoles ou des reconstitutions historiques.

Après des premières labellisations attribuées en avril et des panneaux flambant neufs installés à l'entrée de communes, la machine s'est grippée mi-juillet quand [l'Humanité](#) a levé le voile sur la plomberie interne de l'association. A savoir l'ombre du milliardaire catholique [Pierre-Édouard Stérin](#), qui a mis des billes dans le projet via une agence événementielle. «Les plus belles fêtes de France» sont en effet pilotées par le Studio 496, une société créée en juillet 2024. La boîte est présidée par Thibault Farrenq, un ex-candidat suppléant aux législatives de 2024 en Vendée, sous les couleurs de l'alliance Ciotti-Le Pen, et cofondateur, avec Stérin, de « [La Nuit du bien commun](#) », un organisme de levée de fonds pour des projets catholiques et identitaires. Via sa holding belge personnelle B.A.D 21, dotée de 365 millions de capitaux propres, Stérin est entré au capital du Studio 496 à hauteur de près de 180 000 euros, selon le procès-verbal de l'association daté de février. Un beau coup de pouce, alors que le label promettait à ses débuts une enveloppe de 145 000 euros « *distribués aux fêtes pour soutenir l'organisation de leur prochaine édition* ».

«Tentative d'instrumentalisation»

L'appui du mécène identitaire sur cette initiative patrimoniale a jeté un froid. Alors que l'association a déjà labellisé 58 fêtes, [Libération](#) en a recensé au moins 18 qui ont pris leur distance. Les fêtes traditionnelles du Pays basque et de la Gironde [ont été les premières à ouvrir le bal](#), début août. La Bretagne a suivi le mouvement. A Binic-Etables-sur-Mer (Côtes-d'Armor), le festival Grain d'pirate, attaché à son « *indépendance sociétale et culturelle* », a renoncé à une subvention de 1 000 euros. Les Grandes régates de Port-Navalo, à Arzon (Morbihan), la Kevrenn Alré, une association de danse et musique bretonne à Auray

(Morbihan), la fête des Islandais et des Terre-Neuvas à Paimpol, le festival des Filets bleus à Concarneau, ou la Pomme de terre en fête, à Plœuc-l'Hermitage se sont également retirés. *«On a été victimes d'une tentative d'instrumentalisation, a dénoncé auprès du [Télégramme](#) Thibault Guignard, le maire de Plœuc-l'Hermitage (Côtes-d'Armor). Cela doit nous interroger sur la capacité de ces groupes à pénétrer avec des méthodes nouvelles dans le milieu rural.»*

Du Pas-de-Calais au Maine-et-Loire, en passant par les carnivals de Mulhouse, Granville et Nantes, plusieurs associations soucieuses de rester *«apolitiques»* s'estiment lésées quant à l'identité réelle des actionnaires du Studio 496. Pour d'autres organisations, en mal de visibilité ou de financements, la polémique est en revanche stérile. A la tête du rassemblement maritime Fécamp Grand'Escale, en Seine-Maritime, Laurent Le Bouëtté défend surtout *«l'attractivité»* du territoire et ferme les yeux sur l'appui de Stérin : *«Le label est globalement apolitique. Il n'y a pas eu de prosélytisme de leur part.»* *«Si nous avons été politiques, nous n'aurions pas labellisé des fêtes dans des villes aux bords politiques si différents»* , s'est targué de son côté Thomas Meslin Saint Beuve, cofondateur du label, en rappelant, au micro d' [ICI Pays basque](#) que Stérin n'est pas membre de l'association.

Soignant son lancement, le label a en tout cas mené un intense lobbying auprès des élus locaux, notamment avec un stand au Salon des maires, en novembre 2024, ou via du publiereportage dans *la Gazette des communes*. L'équipe de l'association a également sillonné les allées du Salon de l'agriculture, en février, décrochant une belle photo avec [Guillaume Gomez](#) , ancien chef des cuisines de l'Elysée, nommé ambassadeur de la gastronomie française par Emmanuel Macron. Plus culotté encore, le label a sollicité l'animateur [Stéphane Bern](#) pour sa soirée de lancement, organisée début juin dans les salons de la présidence du Sénat.

«Vigilants au caractère apolitique de nos actions»

Devant un parterre d'élus, celui qui avait été chargé par Macron en 2017 de défendre le patrimoine tricolore se disait *«heureux»* de soutenir ce projet de *« mise en valeur de la richesse de nos régions»* . Le spécialiste des têtes couronnées a déchanté en découvrant l'ombre de Stérin. Auprès du *Canard enchaîné*, il s'est dit *«trompé»*: *«A aucun moment je n'ai imaginé qu'il [Thibault Farrenq] était un professionnel rémunéré dirigeant une société de production au service d'un personnage très politisé et très marqué [Pierre-Edouard Stérin]. Si je l'avais su, je ne me serais pas aventuré là-dedans.»*

Pour légitimer sa démarche auprès d'acteurs reconnus, le président du Studio 496, Thibault Farrenq, s'est également rapproché de Weezevent, une billetterie en ligne. Le but ? Aider les organisateurs de fêtes locales à gérer leurs inscriptions. Contacté par *Libé*, Weezevent n'a pas répondu. Le label s'est également félicité en avril d'une *« ouverture des archives»* de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), pour permettre aux organisateurs de fêtes d'accéder à la banque d'images de l'INA. Une *« association»* réfutée par l'établissement public. *« Il n'y a eu, de la part de l'INA, que des échanges relatifs à la distribution commerciale de nos images via INA Mediaclip, que les adhérents de l'association peuvent acquérir, mais en aucun cas un partenariat ni un soutien institutionnel avec celle-ci ou avec ses membres»* , précise-t-on du côté de l'INA.

Pour diffuser ses tampons *«Les plus belles fêtes de France»*, l'association a également échangé avec le célèbre guide Michelin pour sortir une édition *«des plus beaux événements»* .

Après avoir pris connaissance de l'appui de Stérin au projet, Jean-Baptiste Passé, le directeur général de Michelin Editions, a assuré [au Monde](#) que le sujet serait abordé en interne à la rentrée. « *Nous cherchons à fédérer, à célébrer et à faire la promotion du patrimoine matériel et immatériel des pays que nous couvrons avec nos guides touristiques, a-t-il déclaré au quotidien. Nous sommes donc particulièrement vigilants au caractère apolitique de nos actions.* »

«Attaques mensongères et militantes»

Canardée, l'association a dénoncé des « *attaques mensongères et militantes* ». « *L'association est strictement apolitique, non lucrative et désintéressée : elle n'a d'autres objectifs que la réalisation de ses statuts* », peut-on lire dans un communiqué publié le 7 août. Face à la pression, Stérin serait-il poussé à prendre le large du label, comme le murmure un dirigeant d'une association labellisée ? « *Pierre-Edouard Stérin finance de très nombreux projets entrepreneuriaux chaque année. Comme tout financement, l'équilibre ne se fait jamais en un an* », élude auprès de *Libération* Odile Téqui, directrice générale du Studio 496.

Mécène de l'extrême droite française, Stérin a apporté un soutien financier à des candidats du Rassemblement national aux dernières élections municipales et régionales, ce qui lui vaut une [enquête pour financement illégal de campagne](#). Au *Point*, en novembre 2024, le milliardaire, exilé fiscal en Belgique, exprimait sa volonté de « *dérouler un plan libéral-conservateur à la tête du pays* ». Son projet le plus emblématique, censé répondre à cet objectif, se nomme Périclès, pour l'acronyme « *Patriotes, enracinés, résistants, identitaires, chrétiens, libéraux, européens, souverainistes* ». Ce plan, révélé en juillet 2024 par [l'Humanité](#), englobe une galaxie de structures œuvrant à la diffusion de ses idées. Une guerre idéologique dans laquelle il perd parfois quelques plumes.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)